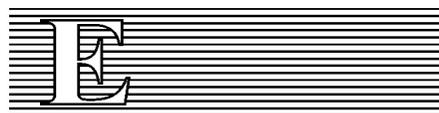




**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/CFSSD/7/2
Février 2011

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Septième session du comité de la sécurité alimentaire
et du développement durable**

Addis-Abeba (Éthiopie)
20-25 Octobre 2011

L'état de la sécurité alimentaire en Afrique

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Sigles et Acronymes	ii
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE	1
Raisons de l'augmentation et de l'instabilité persistante des prix des denrées alimentaires	1
III. ÉTAT ACTUEL ET FUTUR DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE ...	3
1. Production et mise à disposition des populations (notamment les personnes pauvres) des denrées alimentaires	4
2. Faim et situation nutritionnelle	8
3. Vulnérabilités des pays et des ménages africains aux chocs internes et externes ; accessibilité à l'alimentation et stabilité des facteurs de sécurité alimentaire	9
IV. CONCLUSION, PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET VOIE A SUIVRE	14
1. Renforcer à tous les niveaux les structures et les mécanismes de gouvernance et de coordination africains, de même que les structures et les systèmes de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	14
2. Assurer une large diffusion aux pratiques optimales pilotes recensées, grâce à un partage actif d'informations et de données d'expérience entre les CER, les pays et tous les autres acteurs concernées	15
3. Renforcer les interventions humanitaires d'urgence africaines à tous les niveaux, tout en réformant le système d'aide alimentaire	15
4. Investir de manière plus responsable et à tous les niveaux dans l'agriculture africaine pour améliorer la collecte de données de qualité et accélérer les efforts d'intégration régionale en vue d'accroître les investissements agricoles conjoints à l'échelle régionale et de soutenir ainsi la transformation agricole et rurale et la création de marchés stratégiques régionaux intégrés et fonctionnels de produits de base et de produits alimentaires	15
5. Agir efficacement à tous les niveaux et à toutes les échelles en vue de réduire les pertes alimentaires	16
6. La solution existe là où existe une forte volonté politique. Il n'est pas trop tard pour agir. Faire tout seul tout ce qui a été dit plus haut est peut-être une manière plus intelligente d'aller plus vite, mais le faire ensemble avec d'autres, c'est voir grand et aller beaucoup plus loin	16
BIBLIOGRAPHIE	17

SIGLES ET ACRONYMES

BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés économiques régionales
CILSS	Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CUA	Commission de l'Union africaine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique

I. INTRODUCTION

1. S'appuyant sur les données et les résultats de recherche les plus récents en matière de sécurité alimentaire, le présent rapport a pour objet de fournir un examen actualisé de l'état de la sécurité alimentaire en Afrique dans ses quatre dimensions communément considérées, à savoir disponibilité, accessibilité, stabilité et utilisation. Le thème y est examiné dans le contexte des tout derniers changements structurels qui ont délimité la marge de manœuvre opérationnelle régionale et mondiale, au sein de laquelle les menaces à la sécurité alimentaire mondiale sont de plus en plus nombreuses et fréquentes. Rappelons qu'entre 2006 et la mi-2008, les cours internationaux des denrées agricoles ont plus que doublé, ce qui a provoqué des troubles civils à travers le monde. En particulier, les prix du blé ont doublé entre avril 2007 et avril 2008 tandis que ceux du riz passaient d'environ 370 à plus de 1 000 dollars É.-U.¹ la tonne entre janvier et avril 2008, suite à quoi le nombre d'individus souffrant de faim chronique a pour la première fois franchi la barre du milliard². Plus récemment, les cours internationaux des denrées alimentaires ont atteint de nouveaux sommets, l'indice mondial des prix des produits alimentaires de la FAO parvenant à un seuil record en février 2011.

2. La sécurité alimentaire n'est pas une nouvelle préoccupation, que ce soit au niveau mondial, régional, national ou local. Pour éviter toute ambiguïté, il paraît utile de définir le concept de sécurité alimentaire. « On peut parler de sécurité alimentaire quand toutes les personnes ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active³. » Autrement dit, l'insécurité alimentaire existe lorsque les personnes sont dépourvues d'accès physique, social ou économique adéquat à la nourriture.

3. Le présent rapport sur la sécurité alimentaire s'ouvre sur un aperçu contextuel, qui permet de présenter les problèmes et défis essentiels en la matière ainsi que les principaux vecteurs et tendances enregistrés des évolutions locales et mondiales de la production et des prix des denrées alimentaires pendant la période 2000-2010. Il se termine par quelques enseignements tirés des récentes expériences de crises alimentaires et par des recommandations concrètement applicables à l'intention des dirigeants et des décideurs (politiciens et personnalités influentes), pouvant être directement mises en œuvre, alors même que ces derniers discutent de la manière dont résoudre le problème actuel d'insécurité alimentaire en Afrique. Le rapport s'attache à l'Afrique en général et à l'Afrique subsaharienne en particulier. *Les messages clefs orientés vers l'action y apparaissent en italique.* On trouvera en annexe une liste des figures et tableaux, ainsi que les références bibliographiques.

II. CONTEXTE

Raisons de l'augmentation et de l'instabilité persistante des prix des denrées alimentaires

4. À ce stade, il semble utile de rappeler brièvement les principaux vecteurs⁴ sous-jacents des crises alimentaires régionales et mondiales, qui ont oscillé entre des forces déterminées par la demande (FAO et al., 2011; Heady et al., 2010 ; USDA (Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique), 2011 a, b) et des chocs affectant l'offre.

¹ dollars des États-Unis.

² dont environ un tiers en Afrique.

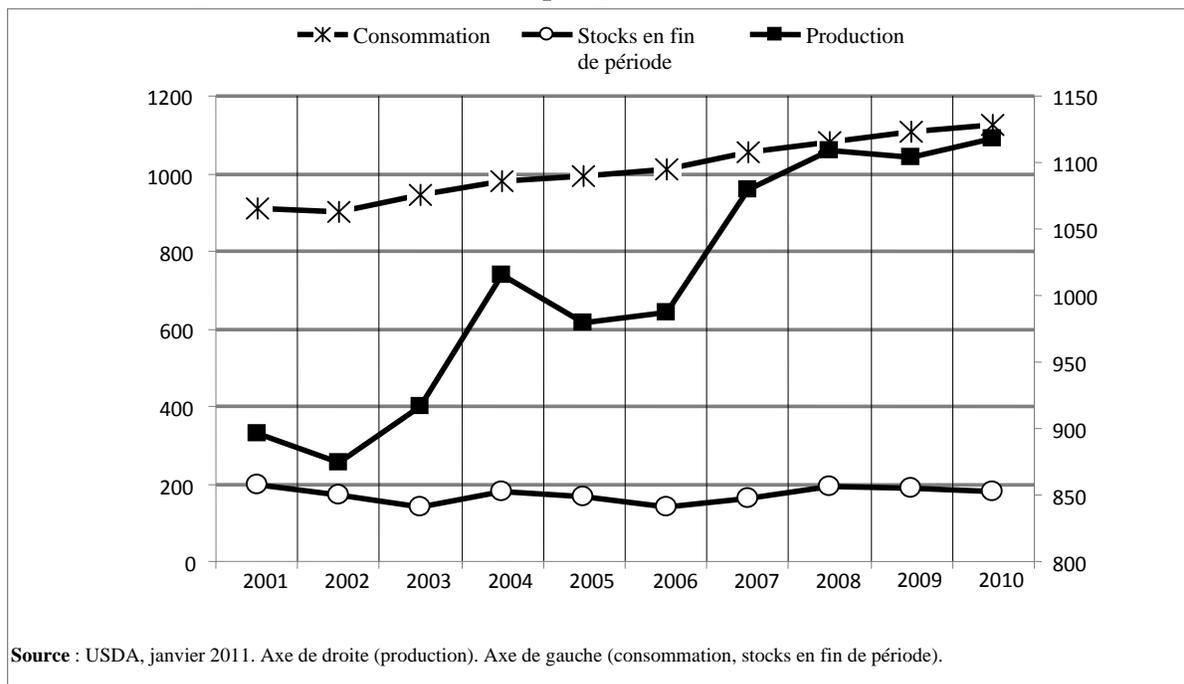
³ *Trade Reforms and Food Security. Conceptualizing the Linkages. Commodity and Trade Division, Rome.* FAO, 2003.

⁴ *Recent Food Price Movements: A Time Series Analysis.* Cook, B. et Robles, M. IFPRI, 2009.

5. Du côté de l'offre, les principaux facteurs sont notamment :

- Les changements climatiques, la variabilité du climat (GIEC, 2007) et le stress hydrique (PNUE, 2009 ; PNUE, 2010; PNUE, 2011), qui affectent les différentes zones productrices des gros fournisseurs alimentaires habituels, provoquant des sécheresses, des inondations ou des récoltes déficitaires (Banque mondiale, 2010 c) ;
- Le niveau relativement faible des stocks mondiaux de céréales, lesquels ont considérablement baissé entre 1987 et 2007 (figure 1) ;
- La hausse des prix du pétrole en 2007-2008, qui a entraîné l'augmentation des coûts de transport (D. Mitchell, 2008) ;
- Certains éléments liés de manière spécifique aux denrées de base⁵ (T. Peter, 2011 ; Heady et al., 2010) ;
- La dépréciation du dollar des États-Unis ;
- La récente crise financière mondiale (IHS, 2010 ; Banque mondiale, 2010 b).

Figure 1: Situation serrée du marché céréalier (blé, riz, céréales secondaires) caractérisée par de faibles niveaux des stocks mondiaux par rapport à la production totale, moins le total de la consommation (en million de tonnes métriques), 2000-2010.



6. Du côté de la demande, il convient de mentionner les aspects suivants (E. Vivas, 2010 ; Heady et al., 2010 ; FAO et al., 2011 ; USDA, 2011 a, b) :

⁵ *Anatomy of a Crisis: The Causes and Consequences of Surging Food Prices*. Derek Headey et Shenggen Fan. IFPRI, 2008.

- a) Le dérapage incontrôlé des activités financières et la spéculation sur les contrats à terme et les marchés des produits de base ;
- b) L'augmentation des restrictions frappant les exportations de denrées alimentaires⁶ ;
- c) L'importance des croissances démographique et urbaine et l'augmentation de la demande de produits alimentaires hautement nutritifs de la part de l'Asie et du Moyen-Orient (céréales, produits laitiers et viande) ;
- d) L'importance de la croissance économique en Chine et en Inde ;
- e) L'accélération de l'accapuration de terres (CNUCED, 2009) et la hausse de la demande de biocarburant, cette dernière entraînant le détournement d'importantes superficies de cultures vivrières dans l'Union européenne et aux USA au profit de la production d'agrocarburants (FAO, 2010 d) ;
- f) La persistance de conflits civils et militaires dans plusieurs pays fragiles.

7. *Tous ces facteurs indiquent bien la complexité de l'équation de la sécurité alimentaire et montrent que les interventions futures en la matière devraient être mises au point et exécutées de manière plus globale et en concertation avec tous les intervenants des chaînes d'approvisionnement et de valeur des produits alimentaires, en tenant compte des conditions des marchés, aussi bien internationaux que nationaux et locaux. Il faudrait également faire ressortir les causes profondes du problème plutôt que mettre en exergue ses symptômes ou des solutions miracle.*

III. ÉTAT ACTUEL ET FUTUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

8. Cette section du rapport présente les dimensions fondamentales de la sécurité alimentaire ainsi que certains indicateurs pertinents, afin de montrer comment la dynamique des marchés mondiaux (et notamment les crises et chocs internationaux les plus récents en matière de prix alimentaires) a nui à la sécurité et à la situation alimentaires en Afrique à partir de 2009-2010, provoquant le ralentissement des progrès vers la réduction de la faim et de la pauvreté⁷ dans la région.

9. Les liens qui existent entre les augmentations des cours des denrées alimentaires survenues ces dernières années (tableaux 1 et 2 ; USDA, 2011 b), la grande instabilité des prix et les crises alimentaires qui en ont résulté sont de notoriété publique. Ces éléments ont eu des conséquences lourdes et dramatiques sur la situation en matière de sous-alimentation et de faim (Wodon et al., 2008 ; Benton et al., 2008 ; FAO, 2010 d ; Heady et al., 2010), particulièrement en ce qui concerne les baisses du pouvoir d'achat des ménages et du niveau de vie⁸. Ceci s'explique par le fait que les ménages africains défavorisés consacrent 50 à 75 % de leurs revenus à l'alimentation et ont donc des marges de manœuvre très restreintes pour s'adapter à des hausses des prix alimentaires fréquentes ou importantes, en dehors même d'ajustements salariaux tardifs.

⁶ Plus de 30 pays ont mis en place des restrictions des exportations de denrées alimentaires. Evans, A. *The feeding of the nine billion: Global food security for the 21st century*. Chatham House, 2009.

⁷ 2009 *Global Hunger Index: The Challenge of Hunger: Focus on Financial Crisis and Gender Inequality*, Von Grebmer et al. IFPRI, 2009.

⁸ *Poverty Effects of Higher Food Prices. A Global Perspective*. Rafael et al., Policy Research Working Paper no. 4887. Banque mondiale, 2009.

Tableau 1 : Degré de transmission des prix mondiaux aux marchés intérieurs de certaines denrées alimentaires (en dollars des É.-U.), 2007-2008

Produit	No de série des prix	Hausse des prix intérieurs (en dollars É.-U.)	Hausse des prix intérieurs en % de la hausse des prix mondiaux
Haricot	9	41	45
Manioc	5	12	13
Maïs	26	87	112
Millet	5	43	62
Plantain	2	9	9
Riz	24	62	41
Sorgho	4	56	81
Blé	7	65	111
Moyenne	83	63	71

Source : Calculs basés sur les données sur les prix de la FAO (2009a et 2009b) dans «Transmission of World Food Price Changes to Markets in Sub-Saharan Africa», Nicholas Minot. IFPRI Discussion Paper 01059.

Tableau 2 : Degré de transmission des prix mondiaux aux marchés intérieurs dans certains pays africains, 2007-2008

Pays	No de série des prix	Hausse des prix intérieurs (en dollars É.-U.)	Hausse des prix intérieurs en % de la hausse des prix mondiaux
Afrique du Sud	3	16	25
Cameroun	18	32	32
Éthiopie	6	119	174
Ghana	3	32	39
Kenya	10	57	69
Malawi	9	127	158
Mali	4	55	53
Mozambique	4	69	78
Rwanda	3	54	54
Sénégal	17	60	50
Tanzanie	3	75	78
Zambie	3	52	73
Moyenne ou total	83	63	71

Source : Calculs basés sur les données sur les prix de la FAO (2009a et 2009b) dans «Transmission of World Food Price Changes to Markets in Sub-Saharan Africa », Nicholas Minot. IFPRI Discussion Paper 01059. Janvier 2011

1. Production et mise à disposition des populations (notamment les personnes pauvres) des denrées alimentaires

10. Durant la période à l'examen (2009-2010), l'Afrique a enregistré une amélioration de la disponibilité des denrées alimentaires dans plusieurs sous-régions, à la suite des réactions favorables massives à l'égard de la politique de 2008-2009, dont les effets se sont ajoutés à ceux des bonnes conditions climatiques qui ont prévalu pendant les deux années. Selon certaines des toutes dernières analyses des marchés alimentaires (FAO, 2010 a, b ; USDA, 2011 a, b ; FAO, 2011 ; FEWSNET, 2011), la situation de la région en matière de sécurité alimentaire a enregistré un mieux de 2009 à 2010, grâce à l'amélioration de l'économie et à la poursuite de la tendance à la hausse de la production alimentaire. Il en va ainsi non seulement de manière générale mais également dans de nombreuses sous-régions d'Afrique. La figure 1 indique l'augmentation de la production mondiale de céréales entre 2001 et 2010, ainsi que la tendance des stocks mondiaux à la hausse enregistrée en 2008-2011, suite aux réactions positives massives aux politiques ad hoc de 2008-2009 sur la sécurité alimentaire. S'agissant des sous-régions africaines, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique

australe ont fait état d'une augmentation annuelle de la production de riz de 4,4 et 4,9 % respectivement entre 2001 et 2009, imputable essentiellement à l'extension des superficies cultivées et à de bonnes conditions climatiques plutôt qu'à des hausses des rendements. De fait, il a été rapporté que 75 à 80 % des hausses de la production céréalière en Afrique subsaharienne ces dernières années viendrait de l'augmentation des superficies cultivées, et moins de 20 % de l'accroissement des rendements, ce qui indique que la hausse de la productivité agricole devrait constituer une priorité du programme de réforme des politiques sur la sécurité alimentaire.

11. Le territoire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) constitue un cas d'espèce. Les rendements céréaliers y ont en effet augmenté d'à peine 1 % par an ces trente dernières années, ce qui est très inquiétant puisque cette région enregistre une croissance démographique annuelle d'environ 4 % et devrait devenir la plus peuplée d'Afrique d'ici 2050. Les évolutions positives dont il a été fait état dans les paragraphes précédents sont encourageantes mais, ainsi qu'on l'a souligné, ne suffiront pas à redresser les déséquilibres sous-jacents, déjà existants ou attendus, des marchés alimentaires mondiaux et régionaux. Il ne faut pas oublier que ces dernières années, la croissance de la demande a dépassé celle de la production agricole par habitant de plusieurs produits alimentaires stratégiques (riz, blé, maïs, sucre, oléagineux) qui revêtent une extrême importance pour la sécurité alimentaire en Afrique.

12. *Les prix des principales denrées alimentaires de base ont aussi augmenté ces dernières années et, selon les projections les plus fiables concernant les marchés alimentaires mondiaux (FAO-OCDE, 2009 ; FAPRI (Institut de recherche sur les politiques alimentaires et agricoles), 2010 ; USDA, 2011 a, b ; Enquête intégrée auprès des ménages (EIM), 2010 ; FAO et al., 2011), ils resteront à des niveaux élevés ces dix prochaines années, ce qui suggère que l'avenir de l'Afrique dépend d'investissements massifs et urgents dans l'agriculture, en particulier dans des systèmes de production alimentaire à petite échelle. Ceci ne se fera pas tout seul. Il faudra au contraire des desseins résolus, qui s'accompliront par l'intermédiaire de stratégies et de programmes reposant sur un engagement politique fort et sur une véritable volonté, sur des investissements agricoles sur la durée, sur une autorité responsable et sur le pragmatisme.*

13. En fait, l'Afrique est sur le fil du rasoir en raison de la grande étroitesse de plusieurs marchés alimentaires mondiaux (USDA, 2011 a, b ; FEWSNET, 2011) sur lesquels, de surcroît, les prix montent en flèche (oléagineux, sucre, céréales, riz, blé, maïs) alors que le nombre d'individus affectés par l'insécurité alimentaire⁹ dans la région a été estimé à 390 millions en 2010, soit une baisse de près de 11 % par rapport à 2009.

14. Dans ce qui suit, le terme « sous-alimentation¹⁰ » renvoie à l'indicateur des progrès réalisés vers le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) qui vise à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim. Cet indicateur repose sur les données des productions alimentaires nationales et constitue une bonne mesure¹¹ des disponibilités alimentaires. Selon les estimations de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté d'environ 75 millions¹², passant de 848 millions en 2003-2005 à 923 millions en 2007 (avant la crise alimentaire mondiale) et puis à 1,02 milliard en 2009 (soit l'année suivant la hausse mondiale des prix alimentaires de 2007-2008). Le tableau 3 montre

⁹ L'insécurité alimentaire existe lorsque la consommation alimentaire par habitant relative à un pays ou à un quintile de revenu est inférieure aux besoins nutritionnels (USDA, 2011).

¹⁰ À ne pas confondre avec la dénutrition (qui sera abordée dans la section suivante) ni avec la malnutrition, qui résultent toutes deux d'une consommation alimentaire insuffisante à la fois en quantité et en qualité et de mauvaises conditions d'hygiène et de santé.

¹¹ *Mesure et évaluation des carences alimentaires et de la sous-alimentation*. Symposium scientifique international. FAO. Rome, 26-28 juin 2002. Actes du symposium.

¹² Soit près de l'équivalent du total de la population allemande.

qu'après la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, 148 millions d'individus supplémentaires ont rejoint les rangs des personnes enregistrées comme étant sous-alimentées. De ces 148 millions, 52,7 millions (soit 36 % du total) étaient des Africains, ce qui indique que l'Afrique subit largement la détérioration de la situation mondiale en matière de sous-alimentation. Le tableau 3 suggère également que de nombreuses leçons sont à tirer de l'expérience de la Chine, pays de plus d'un milliard d'habitants qui a fait figure de pionnier pour ce qui est de réduire le nombre de personnes sous-alimentées en mettant en œuvre de manière constante la volonté, les politiques et le soutien voulus en faveur de sa communauté rurale et agricole.

Tableau 3 : Évolution de la population sous-alimentée (en millions de personnes) en Afrique par rapport à d'autres régions, 1990-1992 à 2009

Régions	Entre 1990-1992 et 1995-1997	Entre 1995- 1997 et 2000- 2002	Entre 2000- 2002 et 2004- 2006	Entre 2004-2006 et 2009
Monde	-20,4	31,9	16,1	148
Pays en développement	-21	30,5	24,1	147,3
Amérique latine et Caraïbes	-0,8	-2,4	-4,1	7,7
Asie et Pacifique	-57,2	23,6	14,1	75,8
Chine	-34,1	-11,2	-5,1	
Asie du Sud-Est	-17,1	5,3	-9,2	
Asie du Sud	13,3	-3,9	5,8	
Inde	-16,7	29,5	28,5	
Afrique du Nord	0,3	0,2	0,4	
Afrique subsaharienne	25,4	11,1	6,9	52,7

Source: FAO 2009 a, b; FAO 2010d.

15. En fait, l'Afrique est également la seule région du monde à n'avoir pas enregistré la moindre baisse du nombre de personnes sous-alimentées depuis 1990. Toutefois, le tableau 4, qui fournit de plus amples détails à ce sujet, montre que cette particularité régionale masque un tableau hétérogène si l'on considère, sur la même période, le nombre de personnes sous-alimentées par sous-région. Ainsi par exemple, l'Afrique de l'Ouest a enregistré un léger mieux entre d'une part 1990-1992 et 1995-1997 et, d'autre part, 2000-2002 et 2004-2006 (baisses respectives de 3,5 et 3 millions de personnes). L'Afrique de l'Est affiche également une amélioration (voir tableau 4), avec une baisse de 2,3 millions du nombre de personnes sous-alimentées entre 1995-1997 et 2000-2002. Ces progrès n'ont pas suffi à faire descendre de manière significative le taux de prévalence de la sous-alimentation, qui n'a baissé que de 3 points de pourcentage, passant de 29 % en 1990-1992 à 26 % en 2005-2007¹³ pour l'ensemble de l'Afrique, tout en demeurant élevé en Afrique de l'Est (40 %), Afrique centrale (33 %) et Afrique australe (28 %).

¹³ *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, FAO. Rome, octobre 2010.

Tableau 4 : Évolution de la population sous-alimentée (en millions de personnes) par sous-région africaine, 1990-1992 à 2009

Évolution du nombre des personnes sous-alimentées	Entre 1990-1992 et 1995-1997	Entre 1995-1997 et 2000-2002	Entre 2000-2002 et 2004-2006	Entre 2004-2006 et 2009
Afrique subsaharienne	25,4	11,1	6,9	52,7
Afrique du Nord	0,3	0,2	0,4	
Afrique centrale	16,4	8,9	7,0	
Afrique de l'Est	8,5	-2,3	3,1	
Afrique australe	3,4	0,7	0,2	
Afrique de l'Ouest	-3,5	3,9	-3,0	

Source: FAO 2009a, b; FAO 2010d.

16. S'agissant de modifications de la proportion de personnes sous-alimentées ou de la prévalence de la sous-alimentation, la crise alimentaire a exaspéré la faim en Afrique subsaharienne. En effet, par rapport à d'autres régions, l'Afrique subsaharienne a enregistré le changement proportionnel le plus important de la population sous-alimentée (voir tableau 5). Autrement dit, pendant les vingt dernières années, le nombre supplémentaire de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne a plus que doublé, passant de 14,9 millions entre 1990-92 et 1995-1997 à 24,8 millions entre 2004-2006 et 2009. Bloc de pays fragiles et sous-région comptant le nombre le plus élevé de personnes sous-alimentées, l'Afrique de l'Est a enregistré la réduction la plus constante et la plus rapide du pourcentage de telles personnes. L'Afrique centrale continue de faire l'objet de préoccupations car c'est la région qui a enregistré les hausses les plus importantes, à la fois du nombre de personnes sous-alimentées (voir tableau 4) et de la prévalence de la sous-alimentation. La situation a été plus contrastée en Afrique australe puisque la sous-région a enregistré des baisses de la prévalence de la sous-alimentation tout en rapportant une légère augmentation du nombre de personnes sous-alimentées (voir tableau 4). En revanche, l'Afrique de l'Ouest a enregistré des baisses à la fois du nombre de personnes sous-alimentées (voir tableau 4) et du taux de prévalence de la sous-alimentation.

Tableau 5 : Évolution du pourcentage de la population sous-alimentée dans certaines régions, y compris l'Afrique, entre 1990-1992 et 2009

Régions	Entre 1990-1992 et 1995-1997	Entre 1995-1997 et 2000-2002	Entre 2000-2002 et 2004-2006	Entre 2004-2006 et 2009
Monde	-2,4	3,9	1,9	16,8
Pays en développement	-2,5	3,8	2,9	17,2
Amérique latine et Caraïbes	-1,5	-4,6	-8,3	17
Asie et Pacifique	-9,8	4,5	2,5	13,4
Chine	-19,2	-7,8	-3,8	
Asie du Sud-Est	-16,2	6	-9,8	
Asie du Sud	16	-4,6	6,2	
Inde	-8	15,2	12,8	
Afrique du Nord	7,5	4,6	8,9	
Afrique subsaharienne	14,9	5,7	3,3	24,8

Source: FAO 2009a, b; FAO 2010d. .

17. En 2010, les pays les plus vulnérables¹⁴ se trouvaient tous en Afrique centrale et orientale¹⁵. Il s'agit de l'Érythrée, du Kenya, de la République démocratique du Congo (RDC) et de la Somalie. Comme on le sait, ces pays ont, dans un passé récent, été en proie à la guerre civile ou le sont parfois encore. Pour la période 2010-2020, les autres pays menacés par l'insécurité alimentaire en Afrique sont : l'Éthiopie, Madagascar, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine, le Sénégal, la Tanzanie et le Zimbabwe. Il faut ajouter à cette liste Djibouti et l'Ouganda du fait de la crise alimentaire de 2011 qui est localisée et est due à la sécheresse.

18. *Dans les zones souffrant d'insécurité alimentaire et concernées par l'étude, les plus démunies, les paysans sans terre, les femmes chefs des ménages et les malades sont en général les plus durement frappés par les crises alimentaires, ce qui laisse penser que bon nombre de politiques macroéconomiques adoptées récemment en Afrique étaient mal conçues et non viables. Les futures politiques de lutte contre l'insécurité alimentaire doivent être soigneusement conçues de manière à cibler les plus vulnérables en portant davantage les efforts sur les filets de sécurité et les programmes de protection sociale¹⁶.*

19. Selon une projection faite sur la situation de la sécurité alimentaire à l'horizon 2020¹⁷, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne dépassera les 500 millions sur une population totale d'un milliard environ. En d'autres termes, la consommation de plus de la moitié de la population de la région sera inférieure aux objectifs nutritionnels généralement définis. De même, la situation de sécurité alimentaire de la région va également se détériorer si les mesures correctives appropriées ne sont pas prises dès à présent pour s'attaquer aux causes profondes du problème.

2. Faim et situation nutritionnelle

20. En plus du changement du nombre et de la proportion d'individus souffrant de malnutrition évoqué plus tôt, il est également intéressant de donner des éléments sur l'évolution de l'état de la malnutrition et de la faim¹⁸ telle qu'elle se présente dans les pays et au sein des ménages en Afrique, en faisant ressortir les sous-régions, les pays et les zones les plus touchés et où il est plus urgent d'intervenir.

21. L'Indice de la faim dans le monde de 2010 (IFPRI et al., 2010) figurant dans le tableau 6¹⁹ décrit l'évolution de la faim en prenant en compte trois indicateurs indissociables de la faim (Wiesman, 2004; Wiesman, 2006) (proportion de la population sous-alimentée, prévalence de l'insuffisance pondérale infantile et taux de mortalité infantile) dont les indicateurs de la malnutrition disponibles ne rendent pas suffisamment compte. Selon l'Indice, l'Afrique subsaharienne se classe au second rang avec 21,7 derrière l'Asie (22,9) pour ce qui est des scores régionaux les plus élevés enregistrés pour l'année 2010. Ce score correspond à une baisse de 14 % par rapport à l'Indice régional de 1990, comparé à l'Asie du Sud (25 %), au Proche-Orient et à

¹⁴ Les pays où l'on estime que la population souffrant encore d'insécurité alimentaire représente entre 80 et 100 % du total.

¹⁵ Surtout dans les pays de la corne de l'Afrique.

¹⁶ *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 : Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire - menaces et perspectives*, FAO, 2008.

¹⁷ *USDA Food Security Report 2010*, 11 janvier 2011.

¹⁸ Qui dépend non seulement de l'apport en éléments nutritifs mais aussi des attributs alimentaires non nutritifs, des intrants fournis par le secteur privé et public et de l'état de santé (Mortorell et Ho, 1984).

¹⁹ L'indice de la faim dans le monde varie de zéro à 100. Un score élevé indique un niveau de faim élevé. Plus le score est faible, meilleure est la situation du pays. En matière de sécurité alimentaire, les scores de 10 à 19,9 sont considérés comme graves ; les scores de 20 à 29,9, comme alarmants et les scores supérieurs à 30, comme extrêmement alarmants.

Afrique du Nord (33 %). La situation varie considérablement selon les sous-régions et les pays africains ; ainsi, l'Afrique centrale et l'Afrique orientale sont les sous-régions qui ont obtenu les plus mauvais scores. Dans l'ensemble, les progrès accomplis en matière de réduction de la faim – calculés à partir de la baisse annuelle des scores attribués au titre de l'Indice – ont été les plus remarquables en Tunisie (- 58 %) et au Ghana (-57 %), le seul pays de l'Afrique subsaharienne qui se classe parmi les 10 pays du monde ayant obtenu les meilleurs résultats en ce qui concerne l'amélioration de leur score depuis 1990. Les neuf pays où l'Indice a augmenté à l'échelon mondial entre 1990 et 2010 sont tous africains sauf un (la Corée du Nord). Si l'on considère les scores, les pays les plus touchés sont : le Burundi (+20 %) les Comores (+21 %), la Gambie (+6 %), la Guinée-

Bissau (+8 %), le Libéria (+6 %), la République démocratique du Congo (RDC) (+66 %), le Swaziland (+14 %) et le Zimbabwe (+12 %).

Tableau 6 : Indice de la faim dans le monde par sous-région africaine, 1990-2008

	Proportion de la population sous-alimentée (en %)		A	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans (en %)		B	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (en %)		C	Indice de la faim dans le monde		D
	1990-1992	2004-2006		1988-1992	2003-2008		1990	2008		1990 y compris des données de 1988-1992	2010 y compris des données de 2003-2008	
Afrique du Nord	7,8	5,8	25,4	16,7	11,3	32,1	8,3	5,2	37,3	11,2	8,5	24,1
Afrique centrale	35,6	33,5	6,0	21,3	20,4	3,9	15,3	15,2	0,7	24,1	23,0	4,2
Afrique de l'Est	42,8	40,5	5,5	25,4	26,1	-2,6	16,6	12,3	25,7	28,2	25,7	8,7
Afrique australe	31,6	28,3	3,4	18,9	16,0	9,2	12,8	9,4	21,3	21,1	17,8	9,9
Afrique de l'Ouest	26,0	22,7	12,8	25,4	21,9	14,0	20,4	14,4	29,3	23,9	19,6	17,9
Afrique	29	26	11	22	19	11	15	11	23	22	19	13

Source : IFPRI. Voir pour les détails : Indice de la faim dans le monde, 2010.

Notes: A indique une relative diminution de la proportion de la population sous-alimentée entre la période 1990-1992 et la période 2004-2006; B indique une relative diminution de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans entre la période 1988-1992 et la période 2003-2008; C indique une baisse relative du taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2008; D indique une relative amélioration de l'Indice de la faim dans le monde entre 1990 et 2010 A, B, C et D correspondent aux calculs de l'auteur basés sur les données fournies ci-dessus.

22. En ce qui concerne les composantes de l'Indice, les plus fortes proportions de personnes sous-alimentées – soit plus de 50 % de la population – se retrouvent au Burundi, aux Comores, en Érythrée et en RDC. L'Angola, le Tchad et la Somalie enregistrent les plus forts taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (20 % et plus). En faisant des progrès rapides en matière de réduction des cas d'insuffisance pondérale infantile, on devrait pouvoir résoudre très vite le problème de l'alimentation des enfants en Afrique subsaharienne de façon à obtenir l'amélioration souhaitée en ce qui concerne ces chiffres. Au nombre des pays concernés, on peut citer l'Éthiopie et le Rwanda (51 %), la Guinée-Bissau et le Niger (47 %) où près de la moitié des enfants souffrent de retard de croissance²⁰ selon l'UNICEF (2009a).

²⁰ Taille insuffisante par rapport à l'âge.

23. *Les régions ou les pays qui viennent d'être cités devraient faire l'objet d'une attention immédiate et des mesures correctives devraient être prises sur le terrain pour sauver des millions de vies. Sauver une vie équivaut à sauver l'humanité, comme le disent les principaux livres saints.*

3. Vulnérabilités des pays et des ménages africains aux chocs internes et externes ; accessibilité à l'alimentation et stabilité des facteurs de sécurité alimentaire

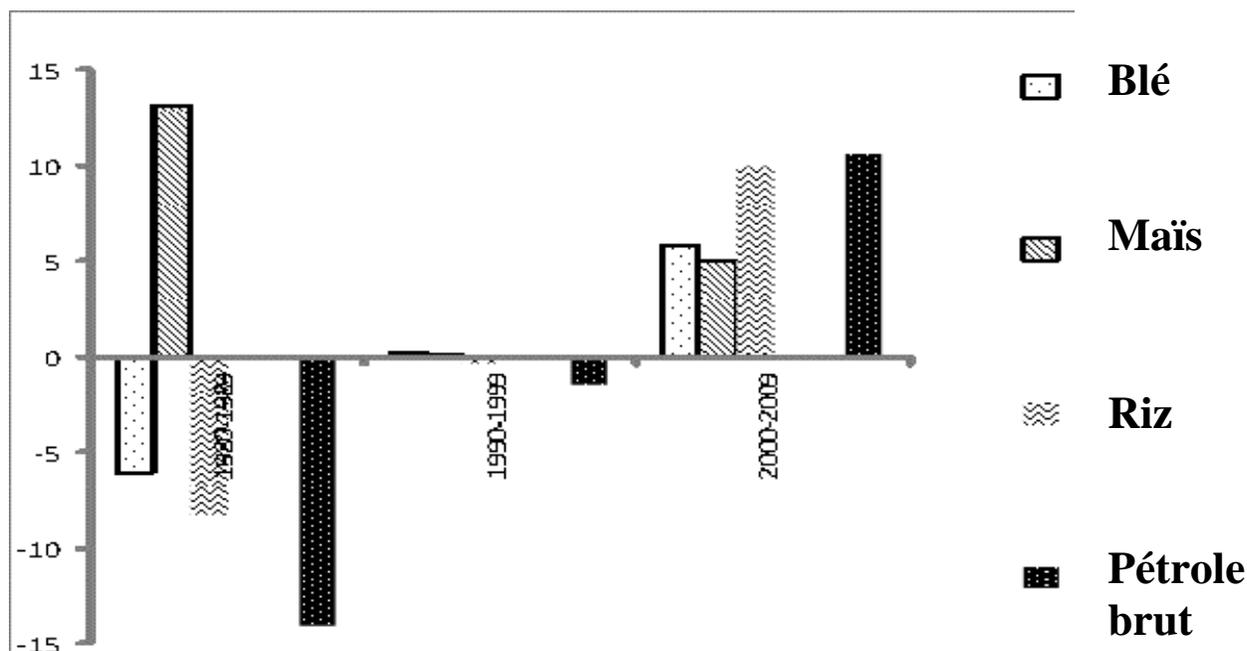
24. En matière de sécurité alimentaire, l'une des difficultés tient surtout à l'instabilité fréquente et à la faible croissance des revenus ou du pouvoir d'achat des populations, des pays et des ménages, en particulier dans les zones rurales de l'Afrique subsaharienne où l'on pratique l'agriculture pluviale et qui sont tous, comme on le sait, sujettes à des risques et à des menaces de divers ordres, intensités et fréquences.

25. En matière de sécurité alimentaire, l'important en Afrique n'est pas l'approvisionnement en denrées alimentaires mais l'accès à l'alimentation et son utilisation parce que l'insécurité alimentaire est avant tout une question de pauvreté qui est, elle-même, liée à l'absence de possibilités de création de revenus ou au chômage, à la croissance économique sans augmentation du revenu des ménages par habitant. Concernant la stabilité des recettes d'exportation, notamment du revenu agricole de la région, il convient de rappeler la chute brutale de la croissance économique en 2009, avec des taux qui sont passés de 5 % en 2008 à 1,6 % en moyenne (Banque mondiale, 2010b), comparé à la croissance économique remarquable enregistrée en Afrique au cours de la période 2000-2008. Ce choc a été, en grande partie, attribué aux effets négatifs de la crise économique et financière mondiale de 2008-2009 qui a sérieusement grevé les recettes d'exportation traditionnelles et entravé les possibilités d'épargne. Ces remous ont effectivement réduit le pouvoir d'achat réel et le bien-être de plusieurs façons, amoindrissant de ce fait la capacité de la plupart des pays et des ménages africains à faire face à la facture des importations ou à se procurer les aliments dont ils ont besoin. En conséquence, les ménages démunis ont été contraints de diminuer le nombre de repas, de consommer moins d'aliments nutritifs, de réduire les dépenses de santé et d'éducation et de vendre leurs biens (Benton et al., 2008; FAO, 2010d; Heady et al. 2010; SWAC, 2011; Wodon et al. 2008).

26. Concernant la stabilité des prix des produits alimentaires (figure 2), l'Afrique fait face, comme on peut le constater, à une instabilité accrue du marché mondial des produits et denrées alimentaires dont les risques ont évolué ; il est passé d'un marché mondial caractérisé par la baisse des prix des produits alimentaires (denrées alimentaires moins chères) et une instabilité relativement élevée des prix au cours de la période 1980-90, à un marché émergent marqué par des prix des denrées alimentaires plus élevés et par une grande volatilité des cours en 2000-2010 et après. Par exemple, au cours de la période 2000-2009, le degré d'instabilité des cours des principales matières premières énergétiques et des denrées alimentaires telles que le pétrole brut, le blé, le riz et le maïs ont augmenté de plus de 5 % (pour le blé et le maïs) et de plus de 10 % (pour le riz et le pétrole brut). Au cours de la période 2007 - 2008, en particulier (tableau 1-2), le degré de volatilité²¹ des cours des denrées de base stratégiques, notamment le blé, le riz et le maïs, ont connu des hausses encore plus importantes sur le marché intérieur que sur le marché mondial. À l'exception du riz dont la volatilité des prix a été relativement faible (22 % contre 42 % en moyenne), la volatilité des prix a été relativement élevée, soit 38 % pour le blé et le maïs en moyenne sur les marchés intérieurs, comparés aux cours correspondants sur les marchés alimentaires mondiaux (respectivement 36 % et 33 % en moyenne).

²¹ Calculé au moyen de l'écart-type, du coefficient de variation ou du pourcentage de variation du niveau relatif des prix.

Figure 2: Indice d'instabilité et tendances des cours du blé, du riz, du maïs et du pétrole brut en termes constants (variation en %), 1980-1989, 1990-1999, 2000-2009

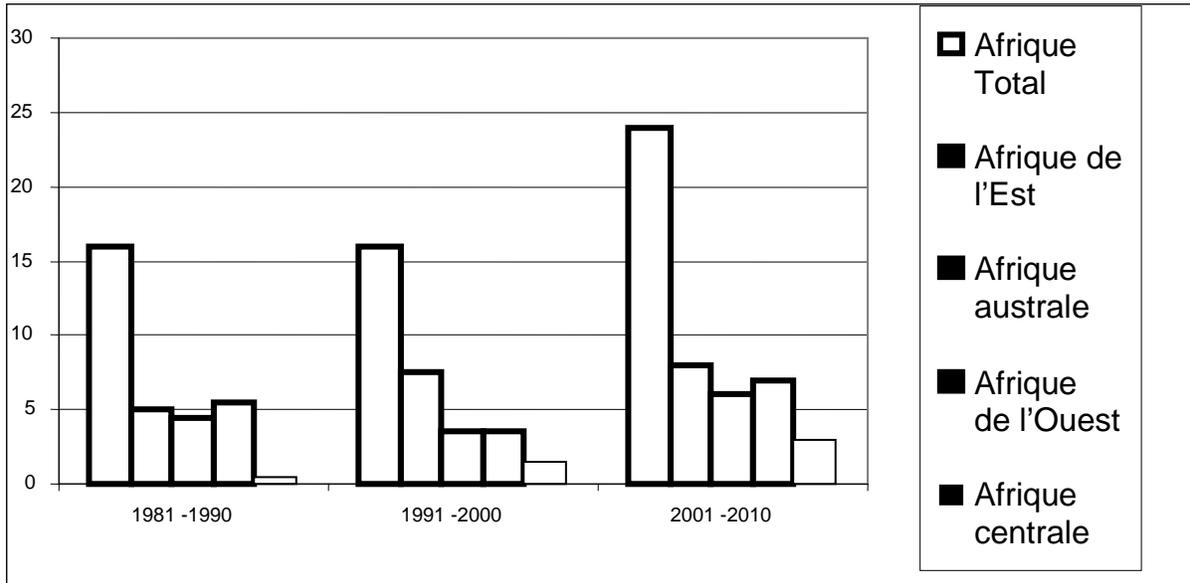


Source: Unctadstat 2010. Site Web: www.unctad.org

27. Outre les incertitudes qui entourent les futurs niveaux des principales réserves mondiales de céréales (figure 1) et les cours de plusieurs produits et denrées alimentaires agricoles stratégiques importantes pour l'Afrique (FAPRI, 2011), l'environnement de la production alimentaire mondiale présente de plus en plus de risques en raison de plusieurs facteurs nouveaux et incontrôlables qui influencent le marché des produits alimentaires notamment les changements climatiques et l'évolution rapide de la biotechnologie (Clive, J. 2007). Ainsi, au cours de la période 2001-2010, le nombre de pays qui ont connu des situations d'urgence nécessitant une assistance a augmenté sur le continent et dans toutes les sous-régions, comme le montre la figure 3, si l'on fait la comparaison avec les décennies précédentes étudiées (1981-1990 et 1991-2000). À cet égard, il est important de souligner que la tendance de l'aide alimentaire totale et par habitant est à la baisse dans le monde et dans les régions. Elle baisse depuis 2002, qu'il s'agisse de son volume total ou de l'aide par habitant (figure 4) en dépit de la demande accrue d'aide d'urgence et humanitaire en Afrique (figure 3). Ces tendances montrent une importante évolution des risques établis antérieurement aux échelons mondial et régional ainsi que des régimes d'urgence et humanitaire correspondants. Cette situation suggère que *les personnes chargées de prendre des décisions sur la sécurité alimentaire en Afrique devraient prendre des mesures préventives plus hardies afin de mieux faire face aux chocs de prix ou climatiques imprévus comme celui survenu à la fin des années 1990 et plus récemment (2008, 2010, 2011²²)*.

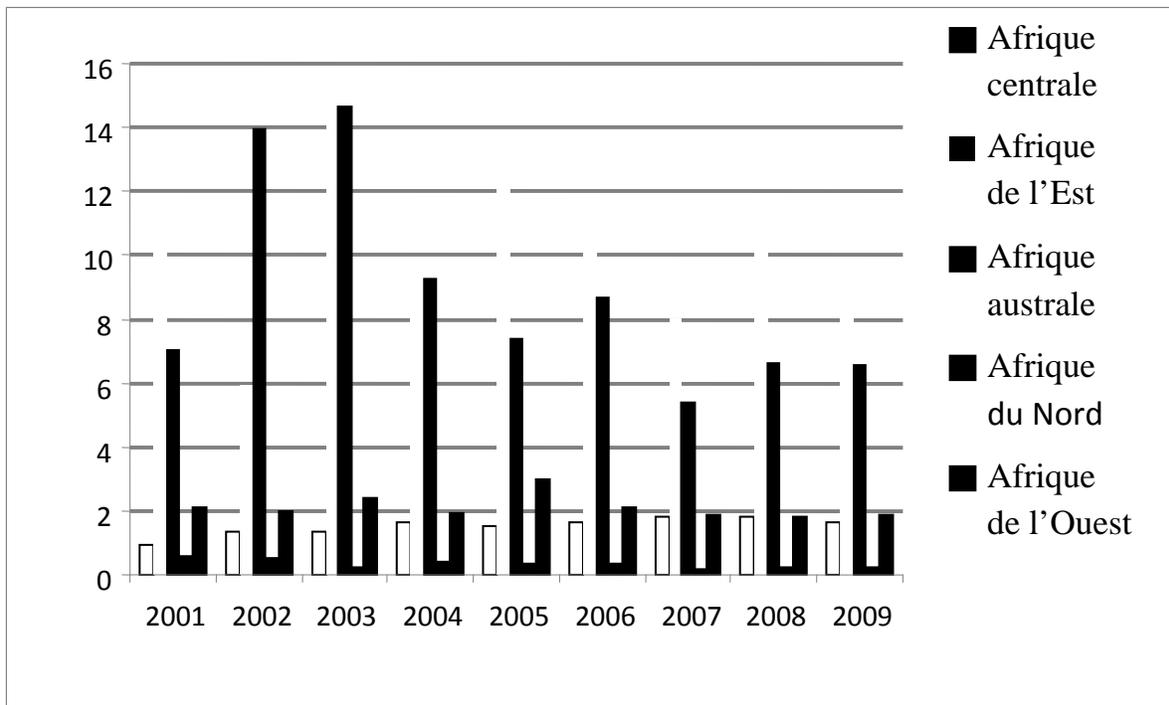
²² 2011 *Food Crisis in the Horn of Africa*.

Figure 3: Nombre de pays (moyenne annuelle) africains ayant connu des situations d'urgence et fait appel à l'aide, 1981-1990, 1991-2000, 2001-2010



Source : Figure établie par Panos Konandreas à partir des données du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Figure 4: Aide alimentaire par habitant (nombre de kilogrammes par habitant et par an) reçue par la sous-région africaine, 2001-2009



Source : Données sur le volume d'aide alimentaire reçue, provenant du Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique ; données sur la population provenant de la base de donnée de la Banque mondiale.

28. En plus d'être la région du monde qui souffre le plus de l'insécurité alimentaire, selon plusieurs études récentes, l'Afrique subsaharienne possède un secteur agricole qui est caractérisé, en ce qui concerne l'offre, par une production agricole très irrégulière. Dans une région qui connaît des difficultés financières pour importer des denrées alimentaires et où 80 % des approvisionnements en céréales proviennent de la production nationale, cette variabilité peut compromettre la sécurité alimentaire à différentes périodes. La région enregistre en moyenne à un déficit (c'est-à-dire, lorsque la production céréalière est inférieure aux niveaux tendanciels) de 16 % tous les deux ans.

29. En ce qui concerne la demande, la variabilité relativement importante des prix (tableaux 1 et 2 et figure 2) observée récemment sur les marchés des principales denrées de base de la région²³, associée à l'incertitude de la production évoquée ci-dessus, compromet les revenus ou le bien-être²⁴ des pays et des ménages, rendant incertains la disponibilité alimentaire, l'accès aux aliments et aux autres produits de première nécessité dans de nombreuses régions. *À cet égard, les interventions visant à lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique devraient être davantage orientées vers les zones rurales et urbaines les plus défavorisées où la pauvreté est la plus grande et où les incertitudes des cours, de la production et des revenus demeurent les plus importantes.*

30. Concernant l'utilisation des denrées alimentaires, l'Afrique reste très dépendante de plusieurs denrées de base dont les consommateurs de la région, notamment les pauvres, peuvent difficilement se passer. On peut citer comme exemple le riz, pour lequel des pays tels que l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique et la Zambie dépendent à plus de 50 % du marché international pour satisfaire leurs besoins alimentaires nationaux (SWAC, 2010; SWAC, 2011). Du fait de la préférence des consommateurs pour le riz, les importations de cette denrée ont atteint 5,2 millions tonnes en 2010 en Afrique de l'Ouest, contre 1,7 million au début des années 1990. Ce chiffre représente environ 60 % des besoins de l'Afrique de l'Ouest en ce qui concerne cette denrée bien que cette région possède de grandes potentialités en matière de production de riz (SWAC, 2011). En fait, en Afrique, et en particulier en Afrique subsaharienne, les populations consomment actuellement plus des denrées qu'elles ne produisent pas en quantité suffisante (US Wheat Associates, 2011) et produisent plus des denrées qu'elles ne consomment pas assez. Les économies agricoles de la région sont davantage tournées vers la production de plusieurs cultures de rente destinées à satisfaire les besoins des marchés extérieurs, au détriment de la production alimentaire nationale. Les choix politiques historiques datant de la période coloniale ont rendu la région encore plus vulnérable lorsqu'il s'agit de s'adapter rapidement des chocs éventuels de prix alimentaires mondiaux pouvant survenir quand les marchés mondiaux lointains sont frappés. La facture des importations de l'Afrique subsaharienne à elle seule²⁵ est estimée à 36,8 milliards de dollars américains, soit une hausse de 30,5 % par rapport à 2010 (FAO, 2011)²⁶. Celle de l'Afrique du Nord va également augmenter, à cause des importations de blé et de maïs qui représentent 54 % et 78 % des besoins alimentaires africains correspondants²⁷. Si l'on considère l'Afrique du Nord uniquement, les importations de blé grimperont à 51,4 millions de tonnes métriques en 2050, soit

²³ FEWS NET. *Price Watch: December Food Prices*, 31 janvier 2011. [The Famine Early Warning Systems Network](#). USAID.

²⁴ *Rising Food Prices in Sub Saharan Africa: Poverty Impacts and Policy Responses*. Quentin Wodon and al. Octobre 2008. Policy Research Working Paper no. 4738.

²⁵ La facture alimentaire de l'Afrique du Nord est estimée à 13,5 milliards de dollars américains et les importations agricoles et alimentaires nettes s'élevaient à 9,86 milliards de dollars américains pour la période 2005-2008 (CEA, 2011).

²⁶ On prévoit que les factures d'importations monteront en flèche pour atteindre un niveau record de 1,3 trillions en 2011, avec des dépenses au titre des produits alimentaires importés pour les pays vulnérable qui représenteront environ 18 % de leurs factures d'importations totales, comparées à une moyenne mondiale qui tourne autour de 7 % (FAO, 2011).

²⁷ Les importations de blé de l'Afrique subsaharienne passeront de 12,3 millions de tonnes métriques en 2010 à 35,4 millions de tonnes métriques en 2050 (US Wheat Associates, 2011).

une hausse de 142 % par rapport à 2010, même si l'on prévoit un taux de croissance négatif par habitant pour la consommation de blé.

31. Ce niveau de dépense ne sera pas supportable dans l'avenir et doit être revu compte tenu de la croissance démographique et de la hausse des prix incontrôlés, prévues dans les années à venir (FAPRI, 2011). Investir beaucoup d'argent dans l'agriculture sans prêter attention aux besoins des paysans les plus démunis compte tenu d'un climat en perpétuel changement n'est constituée pas la solution idéale ; le plus important est de changer de modèle afin de prendre des mesures qui faciliteront le passage à une nouvelle politique agricole qui soutient davantage un système de production alimentaire basé sur les petits producteurs, qui soit plus résistant aux chocs (FAO et al. 2011), qui provoque de faibles émissions de carbone et qui préserve les ressources (ONU, 2010b).

32. Concernant la demande et comme cela a été mentionné plus tôt, le blé, le riz, le maïs, le sucre et l'huile végétale font également partie des denrées alimentaires les plus chers dans de nombreuses régions africaines en raison non seulement du faible pouvoir d'achat des pauvres mais aussi de la demande relativement élevée (58 % de l'apport calorique²⁸) dont ces denrées font généralement l'objet²⁹, comparées aux autres sources d'aliments d'origine végétale³⁰. Ces denrées sont vendues dans le monde entier sur plusieurs marchés à terme et marchés des options, contrairement à des denrées locales intéressantes telles que le haricot, le mil, le sorgho, les racines et tubercules, les bananes plantains et les bananes. Ces produits locaux sont facilement disponibles, transformés ou non, et constituent le panier alimentaire de millions de ménages africains mais ils sont absents des échanges formels sur les marchés à terme, des options ou dérivés. *Les tendances actuelles des modes de consommation et de production devraient être sérieusement revues et entièrement corrigés en prêtant plus d'attention à la mise en valeur et à la promotion de la cuisine et des produits alimentaires africains, en commençant par des études de marché plus ambitieuses et régulières ainsi que par des enquêtes sur le budget et la consommation des ménages. Les mesures proposées contribueront à inverser sensiblement la dépendance des Africains à l'égard des importations de denrées alimentaires, que ce soit dans un cadre commercial ou de l'aide alimentaire.*

IV. CONCLUSION, PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET VOIE À SUIVRE

33. La sécurité alimentaire est et demeurera l'une des questions les plus brûlantes en Afrique pendant les dix prochaines années et après, d'autant que les projections disponibles estiment à 500 millions environ le nombre de personnes qui souffriront de l'insécurité alimentaire à l'horizon 2020. L'Afrique subsaharienne sera la région du monde qui souffrira le plus de cette situation parce que la sécurité alimentaire y est constamment remise en cause par les effets néfastes des changements et des risques climatiques, les chocs externes, l'absence d'infrastructures adéquates et surtout le manque de volonté politique pour passer à l'action et entreprendre les réformes nécessaires. Les effets socioéconomiques des crises alimentaires passées sont connus et d'importantes mesures ont été prises pour faire face à leurs conséquences mais celles-ci sont insuffisantes pour réduire le niveau de malnutrition et de faim dans la région.

34. Les causes profondes des crises alimentaires et de l'insécurité alimentaire qui en résulte sont complexes et interdépendantes, comme indiqué précédemment, ce qui rend nécessaire des investissements plus globaux et plus massifs si on veut en finir avec les problèmes d'insécurité alimentaire en Afrique. Il convient de privilégier la réduction de la pauvreté pour améliorer la

²⁸ Annuaire statistique de la FAO, 2009. FAOSTAT.

²⁹ Le blé (15 %), le riz (17 %) et le maïs (25 %).

³⁰ Annuaire statistique de la FAO 2009. FAOSTAT. Voir la structure du panier alimentaire 2003-2005 d'après les enquêtes standard de la FAO sur les ménages.

2. Assurer une large diffusion aux pratiques optimales pilotes recensées, grâce à un partage actif d'informations et de données d'expérience entre les CER, les pays et tous les autres acteurs concernés

3. Renforcer les interventions humanitaires d'urgence africaines à tous les niveaux, tout en réformant le système d'aide alimentaire

37. Les mesures d'urgence doivent comprendre des interventions contre l'insécurité alimentaire en Afrique et mettre davantage l'accent, à court terme, sur l'élargissement des réponses d'urgence et de l'assistance humanitaire aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire et aux segments de la population sans emploi et en nombre croissant. L'aide alimentaire d'urgence représente certes un appui dont l'Afrique a grand besoin. Mais quand elle se perpétue, elle perturbe énormément les marchés alimentaires nationaux et locaux, comme le montrent de nombreuses études. Il est donc d'une importance cruciale de réformer efficacement l'aide et de mettre en œuvre de nouveaux types de programmes d'aide alimentaire n'ayant pas des effets néfastes sur la production alimentaire intérieure. Il s'agit d'avancer vers des solutions plus durables et plus fermes, dirigées par les Africains et régionalement ancrées. Les filets de sécurité et les programmes de protection sociale sont indispensables pour sauver des vies, mais il faut que ces interventions s'inscrivent dans une stratégie à long terme d'éradication de la pauvreté et de viabilité des finances publiques.

38. Constituer à l'échelle sous-régionale des réserves céréalières stratégiques d'urgence ne suffit pas à maîtriser les risques. De nombreuses autres mesures complémentaires de gestion des risques fondées sur le jeu des marchés (assurance, contrats) seront nécessaires pour protéger les petits exploitants agricoles des risques, des crises et des incertitudes dans le futur.

4. Investir de manière plus responsable et à tous les niveaux dans l'agriculture africaine pour améliorer la collecte de données de qualité et accélérer les efforts d'intégration régionale en vue d'accroître les investissements agricoles conjoints à l'échelle régionale et de soutenir ainsi la transformation agricole et rurale et la création de marchés stratégiques régionaux intégrés et fonctionnels de produits de base et de produits alimentaires

39. Les communautés économiques régionales et les pouvoirs publics africains doivent investir davantage dans une agriculture tournée vers une croissance soutenue, en accélérant la mise en œuvre de la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique.

40. La communauté internationale doit s'efforcer d'honorer les divers engagements pris dans de récentes réunions de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale³¹ (G-8, 2009; G-20, 2011). Le plus important pour l'Afrique ce sont les ressources financières effectivement mobilisées et mises à disposition en temps voulu pour canaliser et accroître les investissements en faveur de l'agriculture du continent³². L'Afrique a besoin de quelque 30 à 50 milliards de dollars É.-U. d'investissement agricole par an³³ sur une longue période pour satisfaire ses besoins de développement agricole et rural.

³¹ Déclaration conjointe de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale: l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire. Réunion du G-8, 2009.

³² *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009*. Crises économiques - répercussions et enseignements.

³³ Estimations de la FAO pour les projets d'investissement bancaables en Afrique concernant le NEPAD, 2005. Voir www.fao.org.

41. Les acteurs publics et privés doivent procéder à un examen critique des voies et moyens de collaborer étroitement en Afrique en vue d'augmenter les investissements dans l'agriculture, d'accroître la production et les revenus agricoles et d'élaborer des plans d'intervention d'urgence pour financer les produits et leur livraison en temps voulu.

5. Agir efficacement à tous les niveaux et à toutes les échelles en vue de réduire les pertes alimentaires³⁴.

6. La solution existe là où existe une forte volonté politique. Il n'est pas trop tard pour agir. Faire tout seul tout ce qui a été dit plus haut est peut-être une manière plus intelligente d'aller plus vite, mais le faire ensemble avec d'autres, c'est voir grand et aller beaucoup plus loin.

³⁴ Les pertes après récolte et les pertes de production dues à une infrastructure inadéquate, à l'insuffisance d'installations de stockage, au manque de capacités techniques et au sous-développement des marchés constituent les principales causes des déchets. Les pertes alimentaires sur place (entre les semences et les récoltes) peuvent atteindre entre 20% et 40% des récoltes potentielles dans les pays en développement (ONU, 2010). On ne peut plus aussi ignorer les pertes alimentaires d'après consommation. Voir *'How Can Waste Reduction Help to Healthily and Sustainably Feed a Future Global Population of Nine Billion People?'*. UK Government's Foresight Project on Global Food and Farming Futures. Workshop report: W4. 23 et 24 février 2010. Londres.

BIBLIOGRAPHIE

Abdulai, A., C. b. Barrett, et J. Hoddinott, (2005), *Does Food Aid Really Have Disincentives Effects? New Evidence from Sub Saharan Africa*, World Development 33 (10): 1689-1704.

Banque africaine de développement, *Livre de poche des statistiques de la BAD 2010*, Volume XII, Groupe de la Banque africaine de développement (Tunis).

Banque mondiale (2010a), *Food Price Watch February 2010*. Poverty Reduction and Equity Group, Washington D.C.

Banque mondiale (2010b), *Global Economic Prospects, Fiscal Headwinds and Recovery*”, Groupe de la Banque mondiale, été 2010, Washington D.C.

Banque mondiale (2010c), *Développement et changement climatique, Rapport sur le développement dans le monde 2010*, Banque mondiale, Washington, D.C.

Barrett, C.B., et D. Maxwell (2005), *Food Aid after Fifty Years*, Londres: Routledge.

Benson, T et al. (2008), *Global Food Crises: Monitoring and Assessing Impacts to Inform Policy Responses*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington, D.C.

CEA (2011), *Sécurité alimentaire en Afrique: défis, perspectives et possibilités d'action*, Commission économique pour l'Afrique (à paraître, 2011), Addis-Abeba.

CEA, CUA et BAD (2009), *Rapport économique sur l'Afrique: Développer l'agriculture en Afrique par des chaînes de valeur régionales*, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA, CUA et BAD (2010a), *Rapport économique sur l'Afrique : Promouvoir une croissance forte et durable pour réduire le chômage en Afrique*, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA, CUA et BAD (2010b), *État de l'intégration régionale en Afrique IV. Développer le commerce intra-africains*, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

CEA, CUA et BAD (2010c), *Perspectives économiques en Afrique (2010) : Mobilisation des ressources publiques et de l'aide*, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba.

Clive J. (2008), *Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2008*, ISAAA Brief No.39. International Services for Applied Agri-Biotech Applications. Ithaca, New York.

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2010), *La solidarité régionale face aux crises alimentaires*, Forum annuel 2010, 7 - 10 décembre, Accra (Ghana), Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO).

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2011), *Crise rizicole de 2008 : chocs et nouveaux enjeux dans Enjeux ouest-africains*, n° 2, juin 2011, étude effectuée entre mai et décembre 2011 par le CILSS, le CIRAD, la FAO, le FEWS NET et le PAM. Voir le site du secrétariat du CSAO.

CNUCED (2009), *Sociétés transnationales, production agricole et développement*, Rapport sur l'investissement dans le monde (2009), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève).

Diao et al. (2008), *Accelerating Africa's Food Production in Response to Rising Food Prices: Impacts and Requisite Actions*. IFPRI Discussion Paper 00825, Washington, DC.

Erin C. Lentz et Christopher B. Barrett (2008), *Improving Food Aid: What Reforms Would Yield the Highest Payoff?*, Rapport sur le développement dans le monde. Volume. 36, no 7, juillet 2008. Pages 1152-1172.

FAO (2008), *Vers un marché commun africain pour les produits agricoles*, rapport établi par Suffyan Koroma, Victor Mosoti, Henry Mutai, Adama Coulibaly et Massimo Lafrate, Rome.

FAO (2009a), *Base de données FAOSTAT*, FAO, Rome. <http://faostat.fao.org>.

FAO (2009b), *Base de données sur les prix internationaux des produits de base*, FAO, Rome. <http://www.fao.org/es/esc/pricesServlet.jsp?lang=en>.

FAO (2010a), *Perspectives de l'alimentation: analyse des marchés mondiaux*, Division du commerce international et des marchés, FAO, Rome.

FAO (2010b), *Perspectives de récoltes et situation alimentaire, février 2010*, Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture, Division du commerce international et des marchés, FAO, Rome.

FAO (2010c), *Enjeux et perspectives pour la production de biocarburants dans les pays africains*, vingt-sixième Conférence régionale pour l'Afrique, 3-7 mai 2010, Luanda (Angola)

FAO (2010d), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*, FAO, Rome.

FAO (2011), *Perspectives de l'alimentation: analyse des marchés mondiaux*, juin 2011, Division du commerce international et des marchés, FAO, Rome.

FAO et OCDE (2009), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2019*, FAO, Rome . http://www.fao.org/es/esc/en/highlight_599.html

FAO, FIDA, FMI, OCDE, CNUCED, PAM, OMC, IFPRI, Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, Banque mondiale (2011), *La volatilité des prix sur les marchés agricoles et alimentaires: réponses politiques*, rapport établi pour la réunion du G-20 de mai 2011.

FAPRI (2010), *FAPRI U.S. et World Agricultural Outlook 2010*, University of Missouri. Columbia and Center for Rural and Agricultural Development (CARD), Iowa State University, Ames.

FEWSNET (2011), *Price Watch: June Food Prices*, 29 juillet 2011, Washington, DC. Voir Info@fewsnet.

G-8 (2009), *Déclaration conjointe de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale: l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire*, Réunion du G-8, 2009, L'Aquila (Italie).

G-20 (2011), *Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture*, réunion des ministres de l'agriculture du G-20 les 22 et 23 juin à Paris.

Headey, D. et Fan, S. (2010), *Reflections on the Global Food Crisis : How Did It Happen? How It Hurt? And How Can We Prevent the Next One?* IFPRI Research Monograph 165, Washington, D.C.

IFPRI, Welthungerhilfe, Concern Worldwide (2010), *Indice de la faim dans le monde 2010*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), WeltHungerHilfe, Concern Worldwide, Washington, D.C., octobre 2010.

IHS Global Insights, Inc (2010), *World Economic Outlook, 2010*, Executive Summary. <http://www.globalinsight.org>.

IPCC (2007), *Climate Change 2007: The Physical Science Basis*, Contribution du Groupe de travail I au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Document édité par Susan Solomon, Dahe Qin et Martin Manning, Genève.

Lavy, V. (1990), *Does Food Aid Depress Food Production ? The Disincentive Dilemma in the African Context*, document de travail de la Banque mondiale n° 1406, Washington, D.C., 1990.

Mitchell, D. (2008), *A Note on Rising Food Crisis*. Document de politique générale de la Banque mondiale n° 4682, Washington D.C.

Mortorell, R. et T.J. Ho (1984), *Malnutrition, Morbidity and Mortality, Population and Development Review*, supplément A du Vol. 10, pp. 49-68.

Peter Timmer (2011), *Managing Food Price volatility: Approaches at the Global, National and Households levels*. Présentation faite au symposium "Global Food Policy and Food", 26 mai 2011. Program on Food Security and the Environment. Stanford University.

ONU (2009), *La population mondiale en 2300*, Département des affaires économiques et sociales (New York).

ONU (2010a), *Cadre d'action global actualisé, Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire*. Voir site Web.

ONU (2010b), *Rapport présenté en décembre 2010 par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, à la seizième session du Conseil des droits de l'homme; point 3 de l'ordre du jour. A/HRC/16/49*, New York.

PNUE (2009), *Crise alimentaire et environnement- Rôle de l'environnement dans la prévention des crises alimentaires*, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2009.

PNUE (2010), *Atlas de l'eau en Afrique*, publié par la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Nairobi (Kenya).

PNUE (2011), *Annuaire 2011 du PNUE: Questions émergentes concernant notre environnement mondial*, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi (Kenya), février 2011.

UNICEF (2009a), *L'état des enfants dans le monde : droits des enfants*, New York.

UNICEF (2009b), *Suivre les progrès dans le domaine de la nutrition de l'enfant et de la mère: une priorité en matière de survie et de développement*, New York.

UNICEF (2010c), *Child Info - Statistics on Child Nutrition*, New York.

http://www.childinfo.org/undernutrition_underweight.php.

US Wheat Associates (2011), *Wheat Imports Projections Towards 2050 (Projections des importations de blé jusqu'à 2050)*.

USDA (2011a), *Rapport sur la sécurité alimentaire 2010*, 11 janvier 2011, Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique, Washington, D.C.

USDA (2011b), *Why Have Food Commodity Prices Risen Again*, rapport du Service de recherche économique, WRS-1103, juin 2011, Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique, Washington, D.C.

Vivas, E. (2010), *Food Crisis: Causes, Consequences and Alternatives*, juin 2010.

Wiesman, D. (2004), *An International Nutrition Index: Concept and Analyses of Food Insecurity and Under nutrition at Country Levels*. Development Economics and Policy series 39. Francfort sur le Main: Peter Lang.

Wiesman, D. (2006a), *Global Hunger Index: a Basis for Cross-Country Comparisons*, Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Wiesman, D. (2006b), *A Global Hunger Index: Measurement Concept, Ranking of Countries, An trend*, document de travail n° 212 de la Division de la consommation alimentaire et de la nutrition, Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Wodon, Q. et Zaman, H. (2008), *Rising Food Prices in Sub-Saharan Africa: Poverty Impacts and Policy Responses*, Document de politique générale n° 4738 de la Banque mondiale, Washington D.C.